

Manifestation du 9 octobre 2018

Prise de parole FO – Michel LE ROC'H

Le gouvernement est sorti des congés d'été affaibli par la multiplication des « affaires » et la démission de Nicolas Hulot. Depuis le ministre de l'intérieur a également démissionné. Or, malgré la situation et les sondages catastrophiques, Emmanuel Macron a annoncé qu'il comptait poursuivre dans la même direction, celle du démantèlement des conquêtes sociales.

Les annonces se succèdent les unes après les autres : privatisations, démantèlement des services publics républicains et de l'hôpital avec ses centaines de milliers de suppressions d'emplois, étatisation de l'assurance chômage, volonté d'anéantissement de la Sécurité sociale et de la santé au travail, fragilisation de la négociation collective à tous les niveaux, etc. Tout doit y passer !

Parmi les « mesures phares » du gouvernement, le projet de contre-réforme des retraites conduirait à réduire le niveau des pensions de plus de 15 % en moyenne.

Tout le monde est concerné : les actuels et futurs salariés comme les retraités, du public comme du privé. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de lancer à Force Ouvrière une campagne massive pour la préservation des 42 régimes de retraites existants, du code des pensions civiles et militaires, et contre toute uniformisation ou « retraite par points ».

L'ensemble des mesures gouvernementales suscitent indignation et colère. Celle-ci est d'autant plus profonde que ces mesures s'accompagnent d'une redistribution de richesses à une minorité de privilégiés.

Les 500 français les plus fortunés possèdent 650 milliards d'euros de patrimoine en 2018, soit une hausse de 13 % par rapport à l'année dernière, qui fait suite à une hausse de 26 % l'année précédente...

Nous l'aurons bien compris : les patrons sont ravis. 2018 est une bonne année, mais 2019 sera pour eux exceptionnelle, avec le cumul du CICE et des nouveaux allègements de cotisations patronales.

Au total, cela représentera près de 40 milliards d'euros sans compter les 2,4 milliards de cadeaux du fait de la baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,3 à 31%. Ces milliards d'euros de cadeaux au patronat vont être financés grâce aux mesures d'économies prises contre la classe ouvrière.

A titre d'exemple :

- 3 milliards récupérés grâce au quasi gel des retraites,
- 2,9 milliards avec la taxe sur le gasoil,
- 3,5 milliards sur l'assurance chômage
- 3,8 milliards sur l'assurance maladie

Dans ce contexte, Force Ouvrière affirme clairement que l'heure est à l'action revendicative et syndicale. La mobilisation interprofessionnelle du 9 octobre est un point d'appui considérable pour préparer les conditions du rapport de force qui permettra de bloquer les mesures prises et annoncées, ouvrant ainsi la voie à la satisfaction des revendications, à l'augmentation générale des salaires, retraites et pensions, traitements et minima sociaux, au retour à l'esprit de la sécurité sociale de 1945 et de la loi du 11 février 1950 sur la libre négociation des conventions collectives pour ne citer que ces éléments.

Certes, il faudra peut-être un peu de temps pour stopper cette mécanique infernale qui conduit à détruire nos droits et nos garanties collectives. Cependant, nous pouvons nous appuyer sur le rejet, voire la colère qui monte dans le pays.

La condition du succès dépend de nous, de notre détermination à gagner, mais aussi à déjouer les tentatives des journées d'action sans revendications et à répétition avec l'objectif au bout du compte de nous diviser, de nous épuiser et en dernier ressort de nous reléguer comme simple force d'appoint des partis.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Résister, revendiquer, reconquérir... en avant mes camarades !